



LA JEUNESSE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

DES ENGAGEMENTS À L'AFFIRMATION DU SUJET

COLLOQUE INTERNATIONAL ET REUNION SCIENTIFIQUE

Calavi (Bénin)

10, 11 et 12 juillet 2019



COMITE DE RECHERCHE 28 « SOCIOLOGIE DE LA JEUNESSE »

Cette manifestation scientifique a bénéficié du soutien financier de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), de l'Observatoire Jeunes et Société (INRS Urbanisation Culture Société, Québec, Canada) et de l'Observatoire des Mondes en Recomposition (OMER, Université de Liège, Belgique).



THEMATIQUE

Lors du dernier Congrès de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (Montréal, 2016), les travaux du CR28 « Sociologie de la jeunesse » ont porté, entre autres, sur les pratiques juvéniles novatrices ou inédites : qu'il s'agisse des usages des réseaux sociaux, des affirmations identitaires et sexuelles,... A côté de ces engagements individuels, qui nourrissent et orientent des parcours biographiques davantage singularisés, il a été aussi question d'expressions collectives prenant la forme de mouvements de revendication ou de militantisme.

Dans le monde arabo-musulman et en Afrique subsaharienne, la jeunesse a été au cours des dernières décennies un acteur social déterminant dans des évolutions politiques majeures. Dans un environnement marqué par des « routines autoritaires » (Pommerolle, 2007) et par la précarité économique, les jeunes se sont engagés dans des mouvements de contestation publique de l'ordre politique et à une échelle plus modeste, ils ont bien souvent développé des stratégies pour se prendre en charge et (ré)inventer le quotidien.

Ce double processus d'engagements individuels et collectifs tend à mettre à mal le regard pessimiste que l'orientation dominante de la littérature porte sur la catégorie jeune (Mbembe, 1985 ; O'Brien, 1996) perçue comme « cadets sociaux » (Bayart, 1985) et constituant un « lieu de grande désolation humaine » (Assogba, 2007). Du mouvement *Y'en a marre* au Sénégal au renversement de Blaise Compaoré par une jeunesse burkinabè émancipée et portée par un sens politique historiquement incorporé, en passant par les stratégies d'auto-prise en charge expérimentées par de jeunes entrepreneurs camerounais (Amougou, 2016) et les actions de dissidence au quotidien de Filimbi et Lucha en RDC, la jeunesse africaine se révèle à travers ces exemples comme le lieu du « possible ».

Lors de ce colloque dédié à la jeunesse en Afrique francophone, il s'agira de mieux saisir les modalités du passage des initiatives individuelles prises pour résister aux contraintes et aux aléas du quotidien, aux mobilisations collectives menées pour influencer le cours des choses. Il sera donc question de pouvoir, de rapports de force, de conflit, de résilience mais aussi d'identités individuelles et collectives.

A l'issue de ce colloque, une réunion scientifique sera consacrée à la rédaction d'un projet de recherche internationale ayant pour objet la jeunesse en Afrique francophone, sur base des constats les plus pertinents qui seront retirés du colloque.

Références bibliographiques :

Amougou, 2016, « Le sujet individuel comme nouvel objet de la discipline sociologique ? », *Cahiers de recherche sociologique*, 47-60

Assogba, 2007, *La jeunesse en Afrique subsaharienne*, Regards sur la jeunesse du monde, Les Editions de l'IQRC

Bayart, 1985, *L'Etat au Cameroun*, Presses de Sciences Po

Mbembe, 1985, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Patris, L'Harmattan

O'Brien, 1996, « A lost generation ? Youth identity and state decay in West Africa », in Werbner (dir.), *Postcolonial Identities in Africa*, Londres, Zed Books, 55-74

Pommerolle, 2007, « Routines autoritaires et innovations militantes. Le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun », *Politique africaine*, 4, n°108, 155-172

COMITE SCIENTIFIQUE

Gérard AMOUGOU, Chercheur postdoctorant, Cerdap, Université de Yaoundé II (Cameroun) ; Pôle Sud, Université de Liège (Belgique)

Cyriaque AHODEKON, Professeur, Institut National de la Jeunesse, de l'Éducation Physique et Sport (INJEPS), Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

Séverine DESSAJAN, Ingénieure d'études, CERLIS, Université Paris Descartes (France)

Mamadou DIMÉ, Enseignant-chercheur, Département de sociologie, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)

Rosalie A. DIOP, Enseignante/Chercheure, IPDSR/ Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)

Sandra GAVIRIA, Maître de conférences -HDR, UMR IDEES, Université Normandie-Le Havre (France)

Jean-François GUILLAUME, Professeur, Faculté des Sciences Sociales, Université de Liège (Belgique), Coordinateur du Comité de Recherche 28 Sociologie de la Jeunesse.

Roch A. HOUNGNIHIN, Maître de conférences, Anthropologie de la santé, Université d'Abomey Calavi (Bénin)

Abou-Bakari IMOROU, Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi, Coordonnateur de la Formation Doctorale Sociologie Anthropologie, Chercheur au LASMO et au LASDEL (Bénin)

Monique KOUARO-OUASSA, Maître de conférences, Département de Sociologie-Anthropologie, Université d'Abomey Calavi (Bénin)

Maria-Eugenia LONGO, Professeure-chercheure, Institut National de la Recherche Scientifique, Centre Urbanisation culture Société, Directrice de l'Observatoire Jeunes et Société, Cotitulaire de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec, Québec (Canada)

Emmanuelle MAUNAYE, Maître de conférences, Université de Rennes 1 (France)

Roch L. MONGBO, Professeur, Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN-Bénin), Laboratoire d'Analyse des Dynamiques Sociales et des Etudes du Développement, Université d'Abomey Calavi (Bénin)

Marc PONCELET, Professeur ordinaire, Faculté des Sciences Sociales, Université de Liège (Belgique)

Elsa RAMOS, Maître de conférences, CERLIS, Université Paris Descartes (France)

David RISSE, UQAM, RRSPQ - TIC & santé, CReACC-DiversitéS (Canada)

Marc-Henry SOULET, Professeur, Université de Fribourg (Suisse), Président de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF)

Cécile VAN DE VELDE, Professeure, Département de sociologie de l'Université de Montréal (Canada)

PROGRAMME DU COLLOQUE

Mercredi 10 juillet 2019

Introduction générale du colloque

Par Jean-François **GUILLAUME** (Belgique) (AISLF, Coordinateur CR28)

Conférence inaugurale

Par Francis **AKINDES** (Côte d'Ivoire)

Axe 1 : L'émergence et l'affirmation du sujet individuel

Comment les jeunes s'y prennent-ils au quotidien pour participer activement à la définition du sens de leur existence ? Le processus de subjectivation est ici au cœur du questionnement : les jeunes d'Afrique de l'Ouest sont-ils appelés à devenir des « sujets » de « leur » vie ? Sont-ils sommés ou contraints de le faire ? Sont-ils tentés par cette aventure biographique, qui les amène à s'émanciper des trajectoires normales ou modales ? Ces trajectoires d'intégration dans la vie sociale sont-elles concurrencées par des parcours de vie singuliers et individuels ? Quels événements, initiés ou subis, contribuent à fonder et/ou à légitimer le projet de renonciation à une forme de destinée sociale (Bajoit, 2013), la volonté de contourner les cadres dominants de socialisation ? Quelle(s) rationalité(s) anime(nt) celui qui entreprend ou qui se coupe des usages traditionnels ?

Atelier 1 : Itinéraires individuels

1. « Jeunes travailleurs migrants sur les sites aurifères de Perma au Bénin et construction identitaire : enjeux d'une revendication des jeunes à l'emploi durable ? », Monique **OUASSA KOUARO** (Bénin)
2. « Les jeunes ruraux et la « débrouille » à Conakry. Jusqu'où faut-il compter sur les réseaux de soutien ? », Moustapha I **KALLO** (France)
3. « Le zémidjan et la structuration des trajectoires professionnelles des jeunes béninois », Kassim **ASSOUMA** (Bénin)
4. « Des travaux champêtres au taxi-moto : un paradoxe pour les jeunes *baatombu* de Bembèrèkè au Bénin », Abdoulaye **BENON MONRA** (Bénin)

Atelier 2 : Identité, souffrance et résilience

1. « Les stratégies de résiliences des jeunes face aux violences en Afrique francophone. Cas des HLM et Médina Gounass », Rosalie Aduayi **DIOP** (Sénégal)
2. « Construction sociale des pratiques sexuelles dites déviantes des jeunes à Comè (Sud-Est du Bénin) », Odette K. **ALIHONOU** et Roch A. **HOUNGNIHIN** (Bénin)
3. « Sociologie d'un drame de l'ombre au Bénin. Sexualité et avortement d'adolescentes en quête identitaire », Cyr Parmentier **DJAKPO** et David **RISSE** (Canada)
4. « Ethnographie des logiques et pratiques structurant la sexualité des jeunes en milieu universitaire à Abomey-Calavi », Roch **HOUNGNIHIN** et Reine **HOUNTO-ADA** (Bénin)

5. « La jeunesse en conflit avec la loi à travers la cybercriminalité : construction de l'identité gay-men au Bénin », Marius **VIGNIGBÉ** (Bénin)

Axe 2 : L'émergence et l'affirmation du sujet collectif

Un projet ou une stratégie d'autonomisation ne débouchent pas nécessairement sur une mobilisation et une action collectives. L'action collective se nourrit-elle d'une somme d'aspirations individuelles à être sujet de « sa » vie, de la rencontre d'alter ego partageant les mêmes aspirations et mobilisés autour des mêmes questions (politiques, culturelles ou économiques) ? L'engagement dans une cause commune constitue-t-il un déterminant, un adjuvant ou une conséquence de l'affirmation du sujet individuel ? L'objet de la mobilisation collective est-il anodin ? Quelles sont alors les motivations de ceux qui s'engagent ? Il s'agirait ici d'appréhender les modalités du passage à l'action collective dans l'articulation des biographies individuelles et des circonstances historiques. Comment s'opèrent les mécanismes de regroupement, d'organisation et de mobilisation collective autour d'une communauté d'intérêt ? Comment le sens et l'orientation des mobilisations observées rendent compte d'une parcelle de l'histoire sociale et politique en cours ? Un effort de mise en contexte s'avère ainsi essentiel à la compréhension de l'environnement d'engagement des jeunes.

1. « L'engagement des jeunes Duala (-Sawa) dans le cadre de leur assemblée traditionnelle Ngondo », Séverine **DESSAJAN** (France)
2. « Consonances et dissonances des mouvements d'affirmation citoyenne en Afrique francophone (Y'en a marre, Filimbi, Lucha et Balai citoyen) », Mamadou **DIMÉ** (Sénégal)
3. « Modalités d'engagement des jeunes au Cameroun : entre désaffection politique et dynamiques associatives et contestataires », Idrissou **MOUNPE CHARE** (Cameroun)
4. « Cultures urbaines et engagements citoyens : Prospective du mouvement Yen a Marre », Ibrahima **NIANG** (Sénégal)
5. « Engagement des jeunes dans les sites aurifères de l'Atacora : un enjeu à l'autonomisation ? », Monique **OUASSA-KOUARO** et Olive N. **TCHOROUÉ** (Bénin)
6. « Modalités de l'engagement et du désengagement des jeunes dans le mouvement la lucha à Kinshasa », François **POLET** (Belgique)
7. « Déceptions, frustrations et contestations chez les jeunes au Burkina Faso », Zakaria **SORÉ** (Burkina Faso)
8. « De la manipulation politique au désenchantement idéologique des jeunes au Gabon ? Analyse des discours d'Etat sur l'engagement politique des étudiant.e.s », Romaric Franck **QUENTIN DE MONGARYAS**, Orphée Martial **SOUMAHO MAVIOGA** et Mesmin-Noël **SOUMAHO** (Gabon)

Jeudi 11 juillet 2019

Axe 3 : L'engagement des jeunes leaders

Comment ces jeunes qui s'affirment en tant que leaders d'une mobilisation collective, s'en sortent-ils dans le quotidien, en dehors du feu de l'action ou une fois l'action terminée ? Leur engagement public constitue-t-il un épisode dans leur parcours biographique ou tend-il à configurer plus solidement et plus durablement une identité singulière ? Quelles logiques, quelles rationalités sous-tendent la na-

ture de leur engagement et du combat qu'ils coordonnent ou qu'ils mènent (syndicat d'étudiant, jeune entrepreneur économique opposé au système dominant, jeune fondateur de parti d'opposition politique, jeune leader d'association, jeune critique intellectuel, jeune blogueur, etc.) ? Résistance, résilience, réforme, hédonisme ?

1. « Engagement sans affirmation et affirmation sans engagement : le rapport à l'agencité des initiatives de la jeunesse autour des processus électoraux au Cameroun », Claude **ABÉ** (Cameroun)
2. « L'émergence et l'affirmation du sujet dans un environnement précaire. Parcours d'autonomisation de jeunes entrepreneurs à Yaoundé », Gérard **AMOUGOU** (Cameroun)
3. « Engagement politique des jeunes. Expériences de militants universitaires et trajectoires politiques des anciens leaders de syndicats étudiants au Bénin (1989-2016) », Béranger **AVOHOUMÉ TOGBÉ** et Roch Lambert **MONGBO** (Bénin)
4. « Précarité sociale, autonomisation entrepreneuriale et défis institutionnels du jeune artisan à Yaoundé », Joël **MOUDIO MOTTO** (Cameroun)
5. « Etre jeune et femme dans un environnement précaire. Une analyse des expériences de vie de jeunes entrepreneuses à Yaoundé », Victorine **OYANE OSSAH** (Cameroun)

Axe 4 : L'engagement des jeunes qui partent

Leur expérience prend-elle les contours d'une aventure – au sens que lui donnait Simmel (1990) ? Comment ces jeunes parviennent-ils à affronter les aléas et les tumultes de l'exil ? Que savons-nous de ceux qui sont revenus après avoir fait demi-tour ou après avoir renoncé ?

1. « Capacités de résilience et problématique du retour des jeunes ouest-africain déboutés de l'asile en Suisse », Djedou Martin **AMALAMAN** (Côte d'Ivoire)
2. « Réussir à tout prix : un leitmotiv à la migration des jeunes diplômés de la Commune de Djougou au Bénin », Talata Souleymane **MOBIDO KARIM** et Monique **OUASSA KOUARO** (Bénin)
3. « Les jeunes qui partent en pirogue de Thiaroye : entre contraintes individuelles et aspirations familiales... », Elsa **RAMOS** (France)
4. « Engagement des jeunes migrants agricoles dans le bassin cotonnier du Bénin : entre renonciation de la pauvreté et projet de construction d'une nouvelle destinée sociale », Boni Florent **TASSO** (Bénin)
5. « Jeunes migrants camerounais : entre l'impasse de l'insertion socio-professionnelle nationale et l'exutoire de l'ailleurs », Nicolas Junior **YEBEGA NDJANA** (Cameroun)

Axe 5 : Les engagements juvéniles et le cadre institutionnel

Les engagements juvéniles peuvent être contraints, limités ou au contraire, encouragés, supportés par les dispositifs institutionnels ou par les modes d'organisation de l'activité économique. C'est le cas par exemple dans le domaine de la formation universitaire où l'émergence de filières à visée professionnelle semble se doubler d'un discours valorisant l'auto-emploi. Mais quelles incidences ont ces évolutions institutionnelles sur les pratiques des jeunes en

formation ? Qu'en est-il aussi de l'offre de produits alimentaires sur les pratiques des jeunes consommateurs ?

1. « Métamorphose de l'enseignement supérieur au Bénin. Construire une problématique sociologique », François **AGOUNKPÉ** et Marc **PONCELET** (Belgique)
2. « Le paradoxe de l'aide publique à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés au Bénin », Cyriaque C. **AHODEKON SESSOU** et Amadou **MOUMOUNI** (Bénin)
3. « (Se) former à l'auto-emploi : démarche d'une résolution tirée d'un récent programme de professionnalisation des formations à l'UAC », Hippolyte **SESSOU** (Bénin)
4. « Les jeunes citadins et les produits alimentaires importés à Abomey-Calavi : approche anthropologique pour comprendre les représentations, les décisions et les pratiques », Roch **HOUNGNIHIN** et Léontine **GNAHOUI** (Bénin)

Conférence de clôture

Par Abou-Bakari **IMOROU** (Bénin)

REUNION SCIENTIFIQUE

Vendredi 12 juillet 2019

Un temps de prospective et de conception d'un projet de recherche internationale

Bien souvent, les colloques débouchent sur la publication d'actes qui contribuent à la diffusion des réflexions, des questions et des constats tirés des travaux des participants. Nous souhaitons exploiter les résultats des échanges du colloque d'une autre façon – qui n'exclut pas la publication d'actes : l'élaboration collégiale d'un projet de recherche internationale sur la jeunesse en Afrique francophone.

Cette réflexion sera organisée sous la forme d'une **table ronde** et de **groupes de travail** qui prendront appui sur certaines des questions, des propositions ou des constats formulés dans les cinq ateliers du colloque. Il s'agira, après une présentation des différents projets, de retenir celui qui paraît le plus pertinent et/ou le plus opportun, de poser les bases d'une argumentation et de cibler le destinataire de ce projet.

RESUMES DES COMMUNICATIONS

« Engagement sans affirmation et affirmation sans engagement : le rapport à l'agencéité des initiatives de la jeunesse autour des processus électoraux au Cameroun »

Claude **ABÉ**, Enseignant-chercheur, Université Catholique d'Afrique Centrale, Yaoundé (Cameroun)

Le présent travail étudie le rapport à l'agencéité des initiatives des jeunes en tant que catégorie sociale subalterne/réprimée sur le terrain politique au Cameroun. L'étude comprend deux parties dont la première qui décrit les répertoires et figures de l'engagement qui sont mobilisés et expérimentés par les jeunes camerounais pour s'affirmer dans l'espace politique camerounais, notamment autour des processus électoraux depuis février 2008 c'est-à-dire à la veille de la présidentielle de 2011. La deuxième partie quant à elle interroge le potentiel d'innovation/historicité de ces initiatives de quête d'affirmation des jeunes autour des processus électoraux dans l'optique d'évaluer leurs incidences sur le statut sociopolitique de ces catégories sociales. L'objectif ainsi visé est de découvrir comment les démarches initiées par ces cadets sociopolitiques affectent leur statut au sein de la société politique en questionnant leur inclusivité. L'on formule l'hypothèse que les enjeux autour des diverses élections contribuent à ouvrir un ensemble d'opportunités qui exposent les acteurs sociaux à l'expérience d'un travail sur soi allant dans le sens de l'établissement des exclus à travers les initiatives d'engagement qui ont pour finalité l'affirmation mais dont les résultats, dans le cas du Cameroun, attestent d'une politisation relativement conservatrice, si ce n'est subalterne, des jeunes qui confirme que l'on n'est pas en présence d'un engagement d'affirmation s'accompagnant d'une subversion de l'ordre d'assignation à des positions sociales déterminées et conduisant à la transformation significative du statut des jeunes.

Pour contacter Claude Abé :

claudeabe6@gmail.com, (+237) 699 84 71 35

« Métamorphose de l'enseignement supérieur au Bénin. Construire une problématique sociologique »

François **AGOUNKPÉ**, Doctorant, et Marc **PONCELET**, Enseignant, OMER, Faculté des Sciences sociales, Université de Liège

Sur fond de croissance démographique considérable, l'ouverture du secteur de l'enseignement supérieur aux initiatives privées s'est affirmée durant ces 15 dernières années en Afrique de l'Ouest et Centrale francophone. Dans le même temps, les réformes dites de LMD étaient implémentées à rythme variable et selon des dispositifs institutionnels ou nationaux *ad hoc*. La coordination de ceux-ci a mis en lumière des organismes internationaux nouveaux et de nouveaux rôles de plus anciennes institutions comme le CAMES. Les approches analytiques de ces phénomènes ont été jusqu'ici très orientées par et vers les sciences de l'éducation et dans une moindre mesure par l'analyse des politiques publiques d'éducation.

Depuis les années 60/70, la sociologie occidentale a largement abordé l'éducation supérieure à travers deux concepts : construction d'élites sociales et production d'inégalités. Cette sociologie de l'éducation a suivi les évolutions de la discipline sans renoncer à relier les faits éducatifs à des cadres sociaux plus généraux. Comment interroger sociologiquement les transformations de l'enseignement supérieur au Bénin, leurs effets en termes de diversification des élites et de supports d'inégalité sociale, compte tenu des réalités émergentes propres à l'Afrique francophone contemporaine ?

Dans le champ des études en développement international, l'éducation supérieure a été largement sous-étudiée tant la priorité de l'éducation pour tous a été systématiquement privilégiée sous l'angle de l'école primaire. Depuis la dernière décennie du XXe siècle, il est devenu évident que l'ancien modèle de l'université nationale africaine était très érodé, voire obsolète. Le diplômé chômeur est devenu une figure populaire ! Or ce modèle postcolonial était censé produire une élite nationale à partir de l'archétype méritocratique du baccalauréat. Il occultait systématiquement les effets d'inégalité et de reproduction.

Mieux, la professionnalisation de la formation universitaire a fourni le grand récit légitimant les métamorphoses actuelles : ouverture à l'initiative privée, initiatives de recouvrement des coûts dans le secteur public, réforme des programmes. Ce grand récit global a largement échappé aux seules échelles nationales, mais celle-ci l'ont opérationnalisé de manières particulières.

Quels cadres d'interprétation est-il pertinent de mettre à l'épreuve et de combiner pour proposer une lecture des réalités africaines contemporaines dans l'ESU ? Où trouver une inspiration pertinente : en sociologie de l'éducation ; ses approches classiques ou plus récentes ; dans l'analyse des politiques publiques ; en socio-anthropologie de la production africaine des biens publics ; en sociologie des institutions, professions et corporations ou encore dans l'étude critique de l'internationalisation des normes et marchés de haute qualification... Comme bien public, l'éducation a connu des évolutions que l'on peut identifier dans le champ de la santé et des politiques publiques sous dépendance en général. Elle reste au cœur du politique et de l'Etat.

Pour contacter François Agounké :

jerefy@yahoo.fr

Pour contacter Marc Poncelet :

marc.poncelet@uliege.be, (+32) (0) 4 366 30 74

« Le paradoxe de l'aide publique à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés au Bénin »

Cyriaque C. **AHODEKON SESSOU**, Enseignant-chercheur, et Amadou **MOUMOUNI**, Assistant, Institut National de la Jeunesse, de l'Education Physique et du Sport (INJEPS), Bénin

Face à la crise de l'emploi au Bénin, l'Etat s'est engagé dans un processus d'aide publique à l'insertion professionnelle des jeunes. Dans l'exécution de cette aide, nous constatons deux paradoxes majeurs. D'une part, les formations professionnelles continues offertes aux jeunes avant leur déploiement dans les entreprises et administrations, constituent des activités à visée réparatrice, impliquant des dépenses supplémentaires. Et pourtant, les structures d'accueil (administrations et entreprises) décrivent toujours le manque de compétence de ces jeunes stagiaires. D'autre part, aux termes de la période contractuelle de stage, les jeunes rechutent banalement dans le chômage. Ces deux paradoxes mobilisés nous conduisent à dire qu'il y a nécessité de réformer l'aide publique à l'insertion ; et plus globalement, de repenser le système d'insertion professionnelle des jeunes dans toutes ses dimensions (formation, transition et insertion). Autrement, le Bénin serait dans un cycle d'éternel recommencement en matière des politiques et programmes d'insertion qui, en définitive, n'auraient que des effets placebos sur la situation professionnelle des jeunes.

Pour contacter Cyriaque C. Ahodekon Sessou :

drahodecyrcefad@yahoo.fr, (+229) 95 45 49 48

Pour contacter Amadou Moumouni :

rbiamadou@gmail.com

« Les jeunesses africaines : entre identités en mutation et enjeux sociétaux »

Francis **AKINDES**, Professeur, Département d'Anthropologie et de Sociologie de l'Université Alassane Ouattara (Bouaké, Côte d'Ivoire).

En partant des difficultés à définir ce qu'« être jeune » aujourd'hui en Afrique, cette communication met l'accent sur les dynamiques sociologiques contradictoires qui caractérisent les jeunesses africaines dans l'espace social et politique. Elle analyse également les contraintes et les opportunités qu'appelle le rajeunissement des populations africaines, les usages politiques de cette jeunesse, les formes d'expression des jeunes à être désormais parties prenantes des changements sociétaux, les résistances auxquelles ils sont confrontés, mais aussi les défis que leur impatience constitue pour les politiques publiques dans les contextes nationaux.

Pour contacter Francis Akindes

fakindes@uao.edu.ci +225 07 08 43 93

« Construction sociale des pratiques sexuelles dites déviantes des jeunes à Comè (Sud-Est du Bénin) »

Odette K. **ALIHONOU**, Doctorante, et Roch A. **HOUNGNIHIN**, Laboratoire d'anthropologie médicale appliquée, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

L'existence de nombreuses filles-mères, la récurrence des grossesses en milieu scolaire et dans les lieux d'apprentissage, et la prévalence relativement élevée du VIH sida dans la commune de Comè requièrent une recherche de type socio-anthropologique pour comprendre les logiques et pratiques sexuelles dites déviantes chez les jeunes. C'est dans ce contexte que la recherche a été initiée pour examiner les construits sociaux structurant le sexe et le corps des jeunes et leurs implications sociales, économiques, culturelles et politiques.

A partir d'une approche qualitative, la recherche a fait recours aux techniques d'entretien semi-directif et à l'observation directe pour la collecte des données. Au total, 52 acteurs de différentes catégories (jeunes, professionnels et acteurs institutionnels) sélectionnés au moyen du choix raisonné et la boule de neige, ont servi d'informateurs clés.

Le corps féminin était considéré comme un espace dominé par les référents socioculturels, et était rarement exposé à n'importe qui et dans n'importe quelle circonstance. L'apparition des sociétés modernes et les dynamiques observées dans les réalités culturelles à Comè, ont engendré de nouvelles représentations du corps et du sexe et favorisé l'entrée précoce des jeunes dans la sexualité, impliquant l'émergence des pratiques sexuelles dites déviantes. La marchandisation du sexe est un déterminant majeur des pratiques observées, reposant entre autres sur le multi partenariat sexuel. Aujourd'hui, la sexualité des jeunes est influencée par l'actualisation des réalités sociales relatives à la représentation du corps et par une recomposition des normes sociales autour du sexe et du corps.

Pour contacter Odette K. Alihonou :

alihonouode@gmail.com, (+229) 96 16 61 17

« Capacités de résilience et problématique du retour des jeunes ouest-africain déboutés de l'asile en Suisse »

Djedou Martin **AMALAMAN**, Enseignant-chercheur, Maître-Assistant (CAMES), Université Peleforo Gon coulibaly (UPGC), Korhogo, Côte d'Ivoire

Fruit d'un travail de recherche post-doctorale en Suisse de 2014 à 2015, nous sommes parvenus à la conclusion que les jeunes ouest africain déboutés de l'asile en Suisse, sont très résilients face à un certain nombre de contraintes à leur infligées par les Cantons et le Secrétariat d'Etat au Migration (SEM), pour les obliger incidueusement à quitter la Suisse. Mais ces jeunes résistent et refusent pour la plupart de quitter le sol helvétique. Ils développent ainsi des stratégies de survie et d'invisibilité face à la police, pour y vivre. Le retour volontaire dans les pays d'origine s'en trouve ainsi confronté à plusieurs problèmes, identifiés par notre recherche. C'est de toutes ces questions que traite notre communication, inscrite dans l'axe 4, dénommé « *les jeunes qui partent* ».

Essentiellement qualitative, notre recherche a été conduite en Suisse Romande, dans les cantons de Fribourg, Genève, Neuchâtel et Vaux. L'étude a concerné un échantillon de 50 jeunes migrants originaires d'Afrique de l'Ouest, qualifiés en Suisse de Requéants d'Asile Débouté (RAD) d'une part et de personnes frappées d'une Non-Entrée en Matière (NEM) d'autre part.

Comment vivent ces jeunes dans les centres d'accueil et quels sont les problèmes liés à leur retour volontaire dans les pays d'origine ? Voilà des questions qui trouvent leurs réponses dans notre communication.

Pour contacter Djedou Martin Amalaman :

martialmalaman@yahoo.fr, (+225) 07 54 99 44

« L'émergence et l'affirmation du sujet dans un environnement précaire : Parcours d'autonomisation de jeunes entrepreneurs à Yaoundé »

Gérard **AMOUGOU**, Chercheur postdoctorant, Cerdap, Université de Yaoundé II ; Pôle Sud, Université de Liège

Résumé : La jeunesse africaine est rarement perçue comme une entité autonome capable d'influencer les processus globaux de transformation sociale en cours. Cette communication se propose de quereller ce diagnostic « pessimiste » et quelque peu « fataliste », sans toutefois renier sa portée objective. Le texte s'intéresse aux transitions biographiques de huit (8) jeunes « adultes » (25-34 ans), résidant dans la capitale politique camerounaise, et dont l'expérience subjective pourrait informer un aspect essentiel de la dynamique sociale en cours. Sans être nécessairement passés par des canaux classiques d'ascension sociale tels le « parachutage » et la « bureaucratie », leurs trajectoires s'efforcent de brader la précarité environnementale tout en se préservant un seuil d'autonomie nécessaire à la production des espaces de créativité. L'analyse porte ainsi sur l'action de jeunes provenant des milieux plutôt modestes, dont le parcours décrit principalement une volonté de quereller le verdict « déterministe » qui semblait s'ouvrir à eux, afin de se construire un destin « acceptable ». Il s'agit surtout ici de questionner les ressorts subjectifs qui les auraient prédisposés à de tels parcours, ainsi que leurs significations objectives au sein des mutations sociales en perspective. En s'inspirant des logiques d'action de la figure du jeune entrepreneur et « mature » construite à partir des récits de vie recueillis sur le terrain et des observations effectuées durant une période déterminée, la contribution participe d'un va-et-vient entre le vécu biographié et une certaine réalité objectivée.

Pour contacter Gérard Amougou :

Amou_gerard@yahoo.fr, (+237) 673 03 46 87,

gerard.amougou@ulumni.uliege.be, (+32) 492 19 16 70

« Le zémidjan et la structuration des trajectoires professionnelles des jeunes béninois »

Kassim **ASSOUMA**, Doctorant, Chercheur junior, Institut d'anthropologie culturelle et de sociologie de développement, Université de Leiden, Pays-Bas ; Centre des Etudes Africaines (ASC Leiden), Université de Leiden, Pays-Bas ; Laboratoire de recherche en Santé, Mobilités et Organisations sociales (LASMO), Université d'Abomey-Calavi, Bénin.

La crise économique de la fin des années 1980 en Afrique, et les politiques néo-libérales mises en place pour la juguler, ont engendré dans la plupart des pays africains une crise structurelle de l'emploi. Les stratégies d'adaptation de la population active à cette dernière ont conduit à une floraison de « petits métiers » informels particulièrement dans les grands centres urbains (Touré, 1985 ; Noukpo 2004 ; Ayimpam, 2014). La présentation de l'entrepreneur social comme « le pionnier du développement » par le paradigme libéral (Marsden, 1990) a facilité la mutation de certaines de ces occupations transitoires en de véritables métiers, à l'instar du taxi-moto "*zémidjan*" au Bénin.

Trois décennies après son émergence, le "*zémidjan*" se caractérise comme une activité masculinisée et juvénile. Au nombre de ses usages sociaux, il représente un tremplin pour les jeunes diplômés dans l'attente d'un emploi. Le taxi-moto constitue ainsi une activité de survie pour certains, une source de mobilisation de ressources à des fins d'initiation d'une activité professionnelle pour d'autres, et au-delà une source de mobilisation de ressource pour la formation professionnelle ou académique. Enfin, il est adopté comme un métier à part entière par une catégorie de la main d'œuvre juvénile (jeunes sans qualification professionnelle, diplômés sans emploi, chômeurs,...).

La préoccupation scientifique de cette communication est d'analyser comment le *zémidjan* structure la trajectoire d'intégration dans la vie professionnelle des jeunes béninois ? Dans quelles mesures cela modifie les rapports de dépendance familiale et remet en question des théories existantes sur la séniorité.

La perspective s'inscrit dans la démarche qualitative basée sur l'étude des trajectoires professionnelles des conducteurs de taxi-moto.

Pour contacter Kassim Assouma :

k.assouma@asc.leidenuniv.nl (professionnel), kassim.assouma@gmail.com (privé), (+31) (0)71 527 33 72 (professionnel, Pays-Bas), (+229) 95 02 11 02 (privé, Bénin)

« Engagement politique des jeunes. Expériences de militants universitaires et trajectoires politiques des anciens leaders de syndicats estudiantins au Bénin (1989-2016) »

Béranger **AVOHOUÉMÉ TOGBÉ**, Enseignant-chercheur, et Roch Lambert **MONGBO**, Professeur, Laboratoire d'Analyse des Dynamiques Sociales et des Etudes du Développement (LADYD)

Université d'Abomey-Calavi, République du Bénin

Loin de l'idée que le passé militant des anciens leaders d'étudiants influence directement leur engagement politique, le présent article postule que l'activisme politique postuniversitaire des anciens leaders d'étudiants traduit moins l'expression de convictions idéologiques que la quête d'espaces de visibilité professionnelle ou politique dans les interstices de l'Etat. Il s'agit donc de stratégies de survie et de quête de pouvoir plutôt que la défense d'idéal politique. Cette recherche essaie d'analyser, au moyen d'une série d'observations et d'entretiens réalisés auprès d'anciens leaders d'étudiants de la Fédération Nationale des Etudiants du Bénin (FNEB) engagés dans la politique, les motivations réelles de leurs activités politiques actuelles. En effet, syndicat d'étudiant, lieu d'élaboration théorique ou ligue politique depuis les premiers syndicats étudiants africains en Europe (FEANF) à ceux des jeunes Universités africaines, les ex-militants étudiants émergent souvent dans l'espace politique national, comme prolongement de leur militantisme estudiantin. Aussi la FNEB a-t-elle joué un rôle pivot dans la lutte pour la transition démocratique au Bénin. Depuis lors, la scène politique est occupée par de nombreux anciens responsables étudiants devenus entre temps, dirigeants de partis politiques et personnalités politico-administratives. Mais à l'opposé de la tendance observée chez les générations précédentes, les pratiques opportunistes semblent dominer les trajectoires politiques de ces derniers. Ceci nous amène à interroger les déterminants de l'engagement politique chez cette catégorie de jeunes leaders. Pourquoi et comment les anciens leaders d'étudiants de la FNEB s'engagent-ils dans des activités politiques depuis la démocratisation? Dans un premier temps, le texte fait un bref tour des itinéraires politiques de la génération d'ex-étudiants des périodes pré et révolutionnaire (1960-1972-1989). Ensuite, nous dressons le portrait du groupe social des dirigeants de la FNEB de 1989 à 2016, tout en décrivant les domaines d'intervention de la FNEB, son rôle dans la transition démocratique. Deuxièmement, il sera abordé les logiques de l'engagement de ces leaders dans des activités politiques.

Mots clés : engagement, pouvoir, leaders, étudiants, Bénin

Pour contacter Béranger Avohouémé Togbé :

bavohoueme@gmail.com, (+229) 97 90 26 89

« Des travaux champêtres au taxi-moto : un paradoxe pour les jeunes *baatombu* de Bembèrèkè au Bénin »

Abdoulaye **BENON MONRA**, Maître-Assistant, Enseignant-chercheur, et Zoulkanérou **YORO**, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

La recrudescence du métier de taxi-moto dans la commune de Bembèrèkè est une situation préoccupante née de la crise socio-économico-politique des années 1980. Malgré cette crise, la jeunesse *baatonu* était identifiée par sa bravoure dans l'exécution des travaux champêtres dans les villages. La présente recherche est initiée pour analyser les facteurs explicatifs de la ruée des jeunes *baatombu* des villages de Bembèrèkè vers le métier de taxi-moto au détriment des travaux champêtres habituels. Pour mieux appréhender cette mutation, une méthodologie de recherche propre aux sciences sociales a été utilisée. La recherche documentaire, l'enquête de terrain sur un échantillon de 50 individus ont permis d'obtenir des résultats significatifs. La plupart des jeunes enquêtés pratiquent cette activité du fait de l'apparition de nouvelles formes de gestion des produits de récoltes agricoles : le warrantage d'une part et, d'autre part et le désir d'aller en milieu urbain.

Pour contacter Abdoulaye Benon Monra :

benonmonra@gmail.com, (+229) 95 300 400, (+229) 95 97 23 65

« L'engagement des jeunes Duala (-Sawa) dans le cadre de leur assemblée traditionnelle Ngondo »

Séverine **DESSAJAN**, Ingénieure d'études, Docteure d'anthropologie sociale et ethnologie (EHESS), CERLIS, Université Paris Descartes

Le Ngondo est le terme vernaculaire pour définir l'assemblée dite traditionnelle qui réunit chefs et notabilités originaires du littoral camerounais, appelés les Sawa-Duala. Cette assemblée a connu, depuis sa création mi 19^{ème} siècle, différents rôles : d'abord juridique pour régler des crises internes, puis politique quand les Duala servaient d'intermédiaires entre les populations de l'hinterland et occidentaux (missionnaires, commerçants...). Le Ngondo apparaît comme l'émanation de la dimension sacrée de ce peuple à travers le culte de ses ancêtres. L'aspect festif et culturel qui accompagne cette cérémonie rituelle n'est apparu que tardivement ; il n'est devenu la « fête traditionnelle » des Duala que depuis 1949. Depuis le début des années 90, le Ngondo a ré-émergé sous des aspects essentiellement « folkloriques » même si les responsables de l'autorité duala tentent de lui donner une autre dimension... Progressivement, les jeunes générations se sont emparées des aspects festifs en créant des groupes culturels. La question de la transmission des savoirs s'est posée par les Aînés qui souhaitaient vérifier les usages et interprétations de ces savoirs et savoir-faire, d'autant que nombreux groupes restèrent à un stade éphémère. Ce qui reste néanmoins perceptible, c'est la demande de leur part d'apprendre et de maîtriser l'histoire de leur peuple, en passant par l'expression musicale ou corporelle mais également en transférant l'oralité des Aînés vers des supports plutôt écrits via les réseaux sociaux par exemple... Cette vitalité, des jeunes, se révèlent particulièrement dans les versions récentes du Ngondo devenue par la force des événements la Fête de la ville de Douala. Nous nous interrogerons donc sur cette dynamique des jeunes générations, sur leur désir d'apprendre ces savoirs et de se les réapproprier et notamment en les diffusant par voie numérique sur les nouveaux supports médiatiques et sociaux, particulièrement pour ceux issus de la diaspora.

Pour contacter Séverine Dessajan :

severine.dessajan@parisdescartes.fr, (+33) 1 76 53 35 75, (+33) 6 20 27 73 60

« Consonances et dissonances des mouvements d'affirmation citoyenne en Afrique francophone (Y'en a marre, Filimbi, Lucha et Balai citoyen) »

Mamadou **DIMÉ**, Enseignant-chercheur, Département de sociologie, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal

La jeunesse africaine a donc une longue tradition de dissidence et d'indocilité dont les racines remontent à la période coloniale. Cette dynamique de mobilisation ne s'est jamais estompée car parvenant, à chaque fois, même dans les régimes les plus répressifs à conquérir des espaces de liberté.

Cette contestation est portée par des mouvements qui continuent de jouer, un rôle sociopolitique majeur en termes de revendications pour plus de démocratie, de liberté et de prise en charge des problèmes de la jeunesse mais également de lutte contre la mauvaise gouvernance et l'exploitation économique. Ces mouvements qui cherchent à susciter, attiser, capter et instrumentaliser la colère juvénile contre les régimes politiques sont, parmi les plus en vue : Y'en a marre (Sénégal), Filimbi et Lucha (en République démocratique du Congo), Balai citoyen (Burkina Faso).

Ces mouvements portent l'ambition d'incarner une « transafricaine » de la mobilisation citoyenne qui exploite les opportunités des technologies de l'information. N'ayant de structure organisée comme les partis politiques ou les syndicats, ces mouvements revendiquent le statut de mouvements citoyens désireux d'impulser une « citoyenneté transafricaine » plus constructive. Cependant, ils ont du mal à dépasser la stratégie protestataire à l'origine de leur éclosion. Cette communication propose une analyse sur les sémiologies, les implications et le devenir de ces dynamiques d'engagement citoyen en prêtant attention à leurs trajectoires, leurs styles langagiers et pratiques communicationnelles, leurs stratégies d'organisation, les rôles dévolus aux technologies de l'information (notamment les médias sociaux) et enfin les réactions des pouvoirs publics.

Pour contacter Mamadou Dimé :

mamadou.dime@ugb.edu.sn, (+221) 775 99 16 74

« Les stratégies de résiliences des jeunes face aux violences en Afrique francophone. Cas des HLM et Médina Gounass »

Rosalie Aduayi **DIOP**, Enseignante-chercheure, Institut de population, développement et santé de la reproduction Université Cheikh Anta diop de Dakar IPDSR/UCAD, et Djibril **DIOP**, Enseignant-chercheur, Université de Montréal, Canada

Ces dernières années les faits de violences sont devenus récurrents au Sénégal (Thiam, 2012, Diop, 2014). Mais, si la perception de l'insécurité est en hausse au sein de la population, traduit-elle réellement une augmentation de la criminalité ? Selon les autorités policières, la criminalité au Sénégal est dans les limites du « contenable », et la recrudescence de la violence n'est pas liée à un problème d'insécurité mais plutôt à des rapports heurtés entre individus.. Les causes de l'insécurité au Sénégal sont multiples et variées dont les jeunes sont, le plus souvent, soit les auteurs ou les victimes (Sow et Sow, 2000 et Diop, 2014).

La croissance démographique rapide de la population du pays dépassant sa croissance économique pendant de nombreuses années et le ratio de dépendance élevé qui en a résulté, se présentent comme les principaux défis auxquels le Sénégal est confronté. La main d'œuvre jeune, âgée de 15 à 34 ans, ne cesse de croître selon les projections démographiques. D'un effectif de 4 620 844 en 2013, elle sera de 8 527 948 en 2035 et va tripler en 2050 pour atteindre 13 549 769¹. Selon l'enquête nationale sur l'emploi au Sénégal (2017), de l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), le chômage affecte plus les jeunes ; plus de 06 chômeurs sur 10 (63,0%) ont entre 15 et 34 ans avec un taux plus élevés chez les 20-24 ans et les 25-29 ans, soit respectivement 18,8% et 16,3%. Parmi eux, 31% sont diplômés de l'enseignement supérieur et 46% n'ont aucune formation ou qualification. Conséquence, on assiste à un développement rapide du secteur informel où on note une forte présence de jeunes (49%) et dans des actes de violences et d'incivilités avec une tendance à leur féminisation².

Partant de là, il était important alors de s'interroger sur les stratégies de résilience, conscientes ou inconscientes, développées par les jeunes (filles et garçons) pour ne pas verser dans des situations de violence, d'exclusion et d'injustice dans leur environnement ?

Pour contacter Rosalie Aduayi Diop :

Rosalie48@hotmail.com ou Rosalie.diop@ucad.edu.sn, (+221) 775 24 73 91

Pour contacter Djibril Diop :

djibrildiop@umontreal.ca

¹ Chaque année, 200.000 nouveaux demandeurs d'emploi arrivent sur le marché du travail alors que l'offre est estimée à environ 30.000.

² Les filles dominent dans les délinquants âgés de 15 à 19 ans.

« Sociologie d'un drame de l'ombre au Bénin: sexualité et avortement d'adolescentes en quête identitaire »

Cyr Parmentier **DJAKPO**, Sociologue (M.A.) et journaliste, et David **RISSE**, Sociologue (Ph.D.) et chercheur en sciences sociales et humaines, Réseau de recherches en santé des populations du Québec - TIC et santé, Université du Québec à Montréal, Canada

L'affirmation identitaire d'adolescentes béninoises en situation de grossesse non désirée est un processus plutôt complexe à comprendre, pénible et douloureux à vivre du fait notamment d'un contexte sociopolitique, culturel et religieux régalien. Ceci étant dit, leurs tentatives et leurs trajectoires d'agentivité sexuelle se heurtent à bien des embûches de leur famille: plusieurs d'entre elles mettent à risque leur santé physique (incidence élevée des complications post-abortives), sexuelle et émotionnelle. L'incidence de leur avortement clandestin dévoile un besoin de se couper d'usages traditionnels et de cadres dominants de la socialisation sexuelle, du désir de sortir de l'ordre social conformiste et de la volonté de s'affirmer comme sujet sexuel. À partir d'une recherche documentaire et d'une enquête de terrain menée notamment auprès d'adolescentes béninoises âgées de 13 à 25 ans, il s'agira ici de faire ressortir les besoins de services adaptés des jeunes, d'étudier divers cas de figure illustrant la prise en charge de leurs problématiques de santé sexuelle et de leurs questions sur la sexualité. Grâce à une comparaison avec l'expérience suédoise, nous pourrions montrer en quoi et pourquoi il importe d'impliquer les adolescentes dans les discussions sur leur sexualité, particulièrement dans un contexte de pandémie du VIH/Sida en Afrique et au Bénin. À partir de cette comparaison internationale, nous pourrions aussi mieux comprendre pourquoi les programmes éducatifs béninois en santé devraient offrir davantage d'opportunités économiques aux filles, afin qu'elles puissent se passer de rapports sexuels transactionnels. Cela puisque l'obtention d'un statut et de biens par des relations sexuelles transactionnelles devrait de prime abord être discutée avec les premières concernées. Enfin notre analyse permettra d'éclairer certains idéaux-types de la société béninoise, les politiques d'éducation à la sexualité, dont la pertinence doit être repensée eu égard aux décisions et aux conséquences de l'avortement clandestin chez les adolescentes béninoises que nous avons rencontrées.

Pour contacter Cyr Parmentier Djakpo :

parmentiercyr@gmail.com, (+001) 438 494 1440

Pour contacter David Risse :

david_risse@hotmail.fr, (+001) 514 527 4393

« Ethnographie des logiques et pratiques structurant la sexualité des jeunes en milieu universitaire à Abomey-Calavi »

Roch **HOUNGNIHIN** et Reine **HOUNTO-ADA**, Laboratoire d'anthropologie médicale appliquée, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

Longtemps traitée comme un sujet tabou, la sexualité a pris aujourd'hui une place importante dans la vie de l'homme, surtout des jeunes. Elle fait actuellement l'objet d'un regain d'intérêt dans la plupart des pays africains dont le Bénin. En milieu universitaire où l'on rencontre surtout les jeunes, la sexualité s'inscrit dans une pluralité de logiques et de déterminants que la présente recherche voudrait examiner dans le contexte de l'Université d'Abomey-Calavi. De façon spécifique, il s'agit d'interroger les facteurs socioculturels, économiques et institutionnels qui interfèrent dans la sexualité des jeunes.

Le dispositif méthodologique repose sur une démarche qualitative ayant mobilisé les techniques telles que l'entretien semi-directif approfondi et l'observation. Au total, une cinquantaine de personnes appartenant à trois catégories socioprofessionnelles, ont été interviewées : les étudiants, les parents et les enseignants. La collecte des données a eu lieu sur le campus universitaire d'Abomey-Calavi, au cours de la période de juillet à décembre 2017.

De façon générale, les étudiants vont à l'acte sexuel pour plusieurs raisons, allant de la recherche du bien-être psychologique, à la quête économique, en passant par la « concurrence de partenaires sexuels ». L'influence des pairs et l'embarras des parents à communiquer restent des déterminants majeurs des pratiques sexuelles des jeunes, engendrant des risques de maladies dont ils ont une connaissance parcellaire. Enfin, dans un contexte de famille en crise et en l'absence d'une politique étatique favorable à la sexualité responsable, les jeunes sont inaptes à maîtriser leur sexualité.

Pour contacter Roch Houngnihin :

roch_houngnihin2001@yahoo.fr, (+229) 95 06 13 35, (+229) 66 97 92 45

« Les jeunes citadins et les produits alimentaires importés à Abomey-Calavi : approche anthropologique pour comprendre les représentations, les décisions et les pratiques »

Roch **HOUNGNIHIN** et Léontine **GNAHOU**, , Laboratoire d'anthropologie médicale appliquée, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

Au Bénin, l'agriculture, très peu mécanisée et employant toujours des outils rudimentaires, ne couvre pas encore tous les besoins nutritifs nationaux, ce qui explique le recours aux importations de divers produits alimentaires pour combler le déficit, ouvrant ainsi la porte à un commerce international. Ainsi, sous l'effet combiné de la poussée démographique et de la modernité, les produits alimentaires manufacturés importés sont de plus en plus adoptés surtout par les jeunes, en milieu urbain. La présente recherche s'inscrit dans une démarche compréhensive de la préférence de ces acteurs sociaux pour ces produits à Abomey-Calavi.

Sur le plan méthodologique, la recherche documentaire, l'observation et l'entretien semi-directif (auprès de 45 acteurs de différents profils) ont été utilisés pour le recueil des informations.

De façon générale, des facteurs d'ordres géostratégique, économique, psychologique et socioculturel soutiennent la consommation des produits alimentaires importés à Abomey-Calavi. Ces produits, du fait de leur praticabilité et de leur adaptabilité, ont acquis une fonction vitale, et sont devenus aujourd'hui, un moyen de communication et d'affirmation identitaire. Ainsi, hormis l'emballage, ils sont aussi bien pratiques et maniables, en offrant plus de facilité d'utilisation ; ils ne nécessitent pas trop de temps de cuisson et sont caractérisés par leur accessibilité financière et la stabilité de leurs prix. Le foisonnement des lieux de vente les rend disponibles et accessibles géographiquement en toute saison durant l'année. Cette disponibilité n'oblige pas au changement de régime alimentaire pour cause d'indisponibilité du produit. Les facteurs psychologiques ont trait aux manières dont les individus perçoivent les produits importés qui sont réputés comme étant de meilleure qualité.

Pour contacter Roch Hounghin :

roch_houngnihin2001@yahoo.fr, (+229) 95 06 13 35, (+229) 66 97 92 45

« Les jeunes ruraux et la « débrouille » à Conakry: Jusqu'où faut-il compter sur les réseaux de soutien ? »

Moustapha I **KALLO**, Doctorant, Laboratoire Centre de recherche sur les liens sociaux-Cerlis, ED 180, Université Paris Descartes, Paris, France

L'exode des jeunes ruraux guinéens vers les villes est croissant. La capitale guinéenne Conakry reste l'une des principales attractions des jeunes ruraux guinéens qui espèrent y trouver une meilleure condition d'existence que le village leur a réservée jusqu'ici.

Notre communication répond à un double objectif. Il s'agit dans un premier temps de répondre à la question suivante : Comment s'opère « la débrouille » des jeunes ruraux à la recherche du travail dans un milieu qui leur est étranger et où la concurrence est en la matière est si rude ? Dans un deuxième temps identifier les réseaux de soutien et mesurer leur efficacité et leurs limites dans la l'accompagnement des jeunes ruraux dans leur « débrouille ». Ici nous mobilisons le concept « débrouille » au détriment du celui d'insertion professionnelle. Ce dernier fait intervenir les notions tels contrat à durée déterminée ou indéterminée (CDI/CDD), qui ne correspondent pas à la situation d'emploi des jeunes ruraux à Conakry. La débrouille correspond donc à une situation d'occupation des jeunes à des activités précaires et constamment changeantes qui sont souvent imposées selon les circonstances. Pour répondre à cette question nous nous sommes appuyés sur une enquête que nous avons réalisée entre Avril et Juin 2018. Il s'agit des entretiens compréhensifs du type semi-directif d'une vingtaine de jeunes ruraux de 20 à 35 ans installés à Conakry et exerçant une activité professionnelle.

Si les au départ, les réseaux de soutien sont évoqués pour espérer une insertion professionnelle facile et rapide, les jeunes ruraux une fois dans la capitale font souvent face tout seuls aux difficiles épreuves de se trouver une et l'appui des réseaux de soutien s'il n'est pas absent est éphémère et parfois peuvent entretenir des relations conflictuelles entre les migrants et les résidents.

Pour contacter Moustapha I. Kallo :

kallomoustapha@gmail.com, (+33) 75 83 90 926

« Réussir à tout prix : un leitmotiv à la migration des jeunes diplômés de la Commune de Djougou au Bénin »

Talata Souleymane **MOBIDO KARIM**, Doctorant en sociologie-anthropologie, et Monique **OUASSA KOUARO**, Maître de Conférences des Universités/CAMES, Enseignante-chercheure, Laboratoire d'Anthropologie Appliquée et d'Education au Développement Durable (LAAEDD), Département de Sociologie-Anthropologie, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

De plus en plus des jeunes de ce dernier siècle marquent leur intérêt à la migration étant donné qu'elle constitue une panacée à la réussite de cette catégorie sociale malgré les diplômes dont ils sont nantis qui jadis permettaient d'espérer un recrutement. Les conditions de vie et la situation socio-politique du Bénin est en proie à une morosité. Ce qui n'encourage guère une réinsertion. Mais, comme tout faits de société, cela mérite une analyse de la situation pour établir les mobiles qui booste les jeunes en quête d'un devenir au prix de leur existence pour se sortir de l'état qu'est la réussite sociale dans un environnement plein d'incertitude. Une investigation à base d'une démarche qualitative permet à l'aide d'un échantillon à choix raisonné d'établir cette corrélation auprès de 27 acteurs concernés par le phénomène. La théorie de la vulnérabilité sociale (Dauphiné, 2001) liée à celle de la résilience (Dauphiné et Provitolo, 2003), favorise l'analyse et la compréhension du mobile de la migration dans le rang des jeunes diplômés de la Commune de Djougou qui prétendent vouloir réussir à tout prix pour marquer leur temps. Il est à noter qu'aux termes de la recherche, les jeunes de cette localité de sacrifier à une forme de tradition dans une ville réputée pour la migration. En outre, la vraie raison est le cadre institutionnel favorable à cette pratique pour permettre de concrétiser leurs projets de vie à tout prix.

Pour contacter Talata Souleymane Modibo Karim :

talata394@gmail.com, (+229)61 94 03 70, (+229) 96 70 52 34

Pour contacter Monique Ouassa Kouaro :

mkouaro@gmail.com, (+229) 66 21 42 42

« Précarité sociale, autonomisation entrepreneuriale et défis institutionnels du jeune artisan à Yaoundé »

Joël **MOUDIO MOTTO**, Doctorant en science politique, Département de science politique, Faculté des sciences juridiques et politiques, Université de Yaoundé II-Soa, Yaoundé (Cameroun)

Le présent article interroge les raisons, les modalités et les effets de l'autonomisation entrepreneuriale des jeunes dans le secteur de l'artisanat. Secteur qu'il ne conviendrait pas de réduire à seule la production des objets d'art, mais également à la commercialisation de ceux-ci. Partant de la conjecture théorique constituée selon laquelle, la création d'entreprise est une modalité sociétale d'esquive à la précarité sociale, cet article arrive à saisir les controverses que la réalité oppose à l'apriorisme intellectuel. L'observation empirique basée sur l'étude de dix (10) jeunes entrepreneurs culturels matériels au sein de la configuration géographique restreinte de la ville de Yaoundé, grâce à la convocation simultanée des entretiens conseils menés à travers le récit de vie de chacun et l'interview par administration de questionnaires dévoilent une double réalité. La première tend à conforter la conjecture théorique de l'autonomisation entrepreneuriale comme modalité de sortie de la précarité originelle. Et la seconde inscrit la création des entreprises par les jeunes non comme la fin de la précarité, mais le début d'une nouvelle forme de précarité qui se veut subjective et dépendante des pesanteurs étatico-bureaucratique et de la crise de légitimité qui se vit au sein du secteur artisanal.

Pour contacter Joël Moudio Motto :

Joelmotto@yahoo.fr, (+237) 675 67 50 98

« Etre jeune au Cameroun, qu'est-ce à dire ? »

Idrissou **MOUNPE CHARE**, Doctorant, Université de Yaoundé 1, Cameroun

En dépit du processus de transition démographique en cours, les pays d'Afrique subsaharienne présentent encore une structure démographique essentiellement jeune. Au Cameroun, selon les résultats du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat, « *la population en 2010 reste caractérisée par son extrême jeunesse. L'âge médian de la population est de 17,7 ans et l'âge moyen se situe à 22,1 ans. La population ayant moins de 15 ans représente 43,6% de la population totale tandis que celle de moins de 25 ans représente 64,2%* » (BUCREP³, 2010 : 3).

Soumis à la crise économique, les jeunes se trouvent pour la plupart confrontés à une situation de vulnérabilité, liée à leurs possibilités limitées d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi et à l'information. Ce décor socio-économique de crise dans lequel évolue cette catégorie sociale montre bien l'intérêt que l'on devrait aujourd'hui y accorder à la question de l'engagement des jeunes, qu'il s'agisse des intérêts individuels ou collectifs.

En admettant qu'à côté du champ politique, il existe un hors champ (Lahire, 1999), cette communication tente de comprendre comment les jeunes s'intéressent aux questions sociales, citoyennes et collectives, s'y mobilisent, y participent et surtout les conceptions et logiques qu'ils associent à leur engagement dès lors que certains sont multi-engagés. Il s'agit également d'explorer les domaines dans lesquels ils s'engagent le plus et les raisons associées.

Les données mobilisées sont à la fois quantitatives et qualitatives collectées pour l'essentiel entre 2012-2014, puis actualisées par des entretiens informels et semi-directifs entre 2017 et 2018, prenant en compte la crise anglophone et l'élection présidentielle du 07 octobre 2018.

Pour contacter Idrissou Mounpe Chare :

moupiriss@yahoo.fr, (+237) 699 29 27 54

³ Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population.

« Cultures urbaines et engagements citoyens : Prospective du mouvement Yen a Marre »

Ibrahima **NIANG**, Enseignant-chercheur, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal

L'objectif de ce travail est d'analyser à partir du mouvement social des jeunes de *Y'en a marre*, la continuité historique des mouvements sociaux au Sénégal du Set Setal à *Y'en a marre* en passant par l'«ethos bul falé» en partant des origines des cultures urbaines, du rôle du mouvement Hip Hop et des acteurs de *Y'en a marre* dans la seconde alternance politique sénégalaise et de leur projet de construction d'un nouveau type de Sénégalais, en allant à l'assaut du modèle politique de la démocratie des lettrés⁴. L'élément nouveau dans la scène politique sénégalaise, c'est l'émergence d'un nouvel leadership de jeunes aux trajectoires diverses⁵ comme acteurs de changements sociaux autres que les syndicats et les partis politiques, qui ont longtemps monopolisés le champ politique sénégalais jusqu'à le transformer en une « démocratie des lettrés » en détenant jusqu'ici le monopole de la contestation, de la revendication et de l'exercice du pouvoir sans partage.

L'analyse de ce nouveau mouvement social sénégalais dirigé par des jeunes est enrichissante, car elle est révélatrice de la vague de changements intervenus au Sénégal et de ses conséquences actuelles sur le projet de jeunesse aux antipodes de la génération des indépendances.

Dès lors, l'analyse du discours des *Y'en a maristes* épouse tous les contours d'un projet utopique dans le sens où il est une tentative de réagir à un destin imposé, non seulement de résister à ce qui ne vient pas de plus profond de soi, mais en plus d'essayer coûte que coûte d'en orienter le devenir. Aujourd'hui, les membres du mouvement *Y'en a Marre* sont devenus des « entrepreneurs de la promotion démocratique » en servant de courroie de transmission à des organisations non gouvernementales et fondations comme Oxfam, Osiwa, Ford et l'Union Européenne. Ils représentent de moins en moins l'esprit des Indignados, car leur rôle s'oriente plus dans l'exécution des programmes et projets. Le Mouvement est en train de subir les contrecoups de sa bureaucratisation. Ce qui a fait sa force hier au point de lui avoir permis de résister à la corruption et aux sirènes de la division sous le régime de Wade, est devenu maintenant sa faiblesse principale, ses limites en donnant l'impression de subir les ressorts de son activisme contestataire.

Le mouvement social des jeunes de YEM fruit de la tension journalistique et de l'ardeur tribunicienne des rappers traverse une phase de recomposition difficile marquée par une bureaucratisation, mieux encore une théorisation faible du mouvement et intervenant après même sa naissance. Dans un contexte socio-politique difficile, le mouvement *Y'en a marre* cherche à capitaliser son investissement citoyen en captant des financements auprès des bailleurs pour lui permettre d'exécuter ses programmes. Cette nouvelle orientation sape sérieusement son aura et traduit une carence théorique au sein du mouvement pour finir par installer les acteurs dans un rôle de courtiers de la promotion démocratique.

Pour contacter Ibrahima Niang :

xalilniang@gmailcom, (+221) 77 55 55 778

⁴ Cf voir Aminata diaw, in Momar Coumba Diop, *Le Sénégal sous Abdou Diouf Trajectoires d'un État*, Dakar / Codesria, 1992 : 299-329.

⁵ Les membres fondateurs du mouvement du mouvement y'en à marre sont composés de deux journalistes, d'un étudiant et d'un rappeur avant que d'autres catégories sociales ne viennent compléter le noyau dur du groupe.

« Engagement des jeunes dans les sites aurifères de l'Atacora : un enjeu à l'autonomisation ? »

Monique **OUASSA-KOUARO**, Maître de Conférences des Universités/CAMES, Enseignante-chercheuse, et Olive N. **TCHOROUÉ**, Doctorante en sociologie du développement, Laboratoire d'Anthropologie Appliquée et d'Education au Développement Durable (LAAEDD), Université d'Abomey-Calavi (UAC)

La jeunesse est décrite comme une génération qui est plus que jamais en recherche d'engagement, comme le montrent les fortes mobilisations contre les emplois précaires, la migration des jeunes vers les sites aurifères, mieux encore vers des pays occidentaux à la quête du bien-être social. Le présent travail a pour objectif d'analyser l'influence de l'expérience des jeunes migrants chercheurs d'or sur les sites aurifères de l'Atacora sur leur autonomisation. En s'inscrivant dans une démarche analytique et compréhensive, cette recherche opte pour une méthodologie de recherche mixte (qualitative et quantitative). La recherche documentaire, les entretiens individuels approfondis, l'administration du questionnaire et l'observation directe sont les techniques qui permettront la collecte des données empiriques et documentaires dont l'analyse se fera suivant l'approche compréhensive de Weber (1922).

Pour contacter Monique Ouassa-Kouaro :

mkouaro@gmail.com, (+229) 66 21 42 42

Pour contacter Olive N. Tchououé :

olive.tchorou@yahoo.fr, (+229) 66 21 42 42, (+229)97 32 53 71

« Jeunes travailleurs migrants sur les sites aurifères de Perma au Bénin et construction identitaire : enjeux d'une revendication des jeunes à l'emploi durable ? »

Monique **OUASSA KOUARO**, Enseignante-chercheure, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

L'orpaillage est une activité qui attire les jeunes migrants des villages périphériques des communes de Kouandé et de Natitingou et des pays limitrophes.

Sur le site de Kouaterna à Perma de jeunes migrants s'investissent dans cette activité dans le but d'une éventuelle la mobilité sociale ascendante. Mais le paradoxe est que ces jeunes orpailleurs ont des problèmes d'identité par rapport à leurs pairs qui travaillent dans d'autres secteurs.

C'est pour comprendre la logique d'affirmation identitaire qui se cache dans ces emplois précaires et qui malgré sa rudesse attirent de nombreux jeunes sans une garantie d'emploi durable.

La démarche méthodologique est qualitative et met l'accent sur les observations directes sur les différents sites d'orpaillage afin de catégoriser les différents emplois auxquels s'adonnent les jeunes. Des récits de vie seront enregistrés et traités afin de comprendre le profil et la trajectoire sociale de ces jeunes qui travaillent sur ces sites. Ces récits de vie seront complétés par des entretiens individuels approfondies qui nous renseigneront sur les logiques identitaires qui se cachent derrière ces emplois précaires.

Pour contacter Monique Ouassa Kouaro :

mkouaro@gmail.com, (+229) 66 21 42 42

« Etre jeune et femme dans un environnement précaire. Une analyse des expériences de vie de jeunes entrepreneurs à Yaoundé »

Victorine **OYANE OSSAH**, Doctorante, Université Catholique d'Afrique Centrale (Cameroun).

Dans son classique sur *L'État au Cameroun*, Jean-François Bayart (1985) regroupe les jeunes et les femmes dans la catégorie des cadets sociaux. Alors qu'il est communément admis que l'ordre politique en Afrique ne cesse de se reproduire en partie à partir de l'infantilisation permanente de la jeunesse (Mbembe, 1985 ; Assogba, 2007 ; Honwana, 2012), cette précarisation continue semble encore plus aggravée chez les individus de sexe féminin. En effet, l'ordre de l'hétérosexualité diffuse subtilement la subordination des femmes aux hommes dans plusieurs sociétés étatiques d'Afrique. Depuis la petite enfance jusqu'à l'âge de l'adolescence voire de la maturité, le schème traditionnel de l'évolution de la jeune fille est jalonné de moments fortement empreints de subordination. Les femmes sont en effet très tôt moulées à la participation aux tâches domestiques, allant de l'éducation des enfants, à l'entretien du foyer. Pourtant certaines, instruites ou non, en couple ou non, réussissent à se libérer de cet étau pour concourir dans des champs spécifiques face aux hommes. Les femmes qui se démarquent de ce stéréotype socialement institué, auraient en commun un parcours biographique marqué non seulement par une volonté ancrée d'affirmation de soi ou d'engagement dans leur secteur d'activité ; mais également par une résistance face à l'adversité environnementale.

Cette contribution se propose de traquer l'expérience de vie de ces jeunes sujets et entrepreneurs résidant à Yaoundé. En repérant des indices de résistance ou d'indocilité qui structurent leurs récits de vie (Bertaux, 2006), nous essayerons de comprendre les causes et raisons données pour justifier leur souci pressenti de réalisation de soi. Il s'agit par exemple de comprendre certains refus affichés de ne pas se contenter de se faire « entretenir » par un homme, dans un environnement où le mariage est perçu comme une fin en soi. Ou encore le souci de ces sujets de relativiser les supports institutionnels classiques, et non moins contraignantes, de socialisation. Ce faisant, il s'agira de déceler les tensions internes et externes naissant dans le parcours de ces dernières. Il sera ensuite question de cerner les perceptions de ces femmes sur leurs difficultés et, leurs moyens de dépassements de ces obstacles. Car nous restons convaincue que l'analyse des trajectoires de ces jeunes femmes entrepreneurs ouvre une fenêtre sur les possibilités théoriques de dépassement des espaces de domination masculine dans un environnement précaire et préservant des relents autoritaires (Owona Nguni et Menthong, 2018).

Pour contacter Victorine Oyane Ossah :

oyane_ovb@yahoo.com, vb_yane@ymail.com, (+237)696 75 68 69, (+237)677 10 68 17

« Modalités de l'engagement et du désengagement des jeunes dans le mouvement *La Lucha* à Kinshasa »

François POLET, Doctorant, OMER, Faculté des Sciences Sociales, Université de Liège (Belgique)

Un nouveau militantisme de la jeunesse a émergé au Congo ces dernières années dans le creuset des luttes anti-Kabila : les mouvements citoyens. Ceux-ci servent de support à l'expression directe de revendications sociales et politiques par des jeunes désireux de s'affranchir des tutelles caractéristiques des autres formes d'engagement, associatif et partisan. Les principes de ce nouveau militantisme – participation, autonomie et sens du sacrifice – sont indissociables des conceptions de l'action collective portées par le premier et principal de ces mouvements, la *lucha*.

Dans notre contribution nous nous intéresserons à la diversité des modalités d'engagement et de désengagement dans la section kinoise du mouvement citoyen *lucha*. Après avoir succinctement décrit les étapes du développement des mouvements citoyens au Congo, nous nous demanderons ce qui a amené des jeunes kinois à adhérer à un collectif sévèrement combattu par les autorités. Nous poserons en particulier la question de la place du désir d'affirmation en tant que sujet individuel (moi) et collectif (nous les jeunes) dans la décision de rejoindre ce mouvement qui se veut horizontal et basé sur la participation des membres.

La *lucha* est par ailleurs un collectif fortement structuré qui impose une discipline à ses membres – faite de droits et devoirs explicités dans des documents et régulièrement réaffirmés par les anciens du mouvement. Quels sont les coûts et rétributions individuels que génère cette forme d'engagement comparativement aux autres ? Et quels sont les facteurs qui ont poussé de nombreux militants de Kinshasa à quitter la *lucha* pour créer leur propre mouvement ?

Pour contacter François Polet :

francois.polet@uliege.be, (+32) (0)486.96.43.70

« De la manipulation politique au désenchantement idéologique des jeunes au Gabon ? Analyse du discours d'Etat sur l'engagement politique des étudiant.e.s »

Romarc Franck **QUENTIN DE MONGARYAS**, Enseignant-chercheur, Maître de conférences, Ecole Normale Supérieure, Libreville (Gabon) ; Orphée Marial **SOUMAHO MAVIOGA**, Enseignant-chercheur, Maître-assistant, Université Omar Bongo, Libreville (Gabon) ; Mesmin-Noël **SOUMAHO**, Enseignant-chercheur, Maître de conférences, Université Omar Bongo, Libreville (Gabon)

Lors des grandes élections au Gabon, les populations les plus courtisées sont les femmes et les jeunes en âge d'accomplir leur devoir civique. Dans les discours politiques, les rhétoriques rivalisent d'imagination pour séduire cet électorat en leur rappelant qu'ils incarnent les « forces vives de la nation » ou encore qu'ils sont « l'avenir du Gabon ». Mais paradoxalement, les élèves et les étudiant.e.s sont taxé.e.s d'individualistes, que leurs capacités d'engagement collectif manquent de structuration. Et lorsqu'ils se confrontent aux discours de l'Etat et contestent l'ordre établi, ils sont soupçonné.e.s d'être manipulé.e.s par des forces politiques tapies dans l'ombre. Loin de se replier sur eux-mêmes, les élèves et les étudiant.e.s sont visibles et participent aux événements dans l'espace public même si leurs comportements sont souvent jugés imprévisibles. Dans un Etat au passé monopartite encore à la recherche de ses repères démocratiques, l'encadrement politique des jeunes a longtemps fait l'objet de préoccupations du pouvoir de la « Rénovation » dès les années 1968 au sein du parti au pouvoir et de ses organes spécialisés. Dans la présente contribution, il est question de décortiquer les discours du pouvoir actuel sur cette jeunesse scolarisée pour mettre en lumière l'idéologie en cours. Dès lors, la question de départ qui sert de fil conducteur à cette contribution s'articule de la manière suivante : en partant des discours politiques du pouvoir de l' « Emergence » concernant la jeunesse gabonaise, quelles sont les logiques idéologiques qui sous-tendent l'appel à l'engagement politique des élèves et des étudiant.e.s au Gabon ? En inscrivant la recherche dans la perspective dialectique d'Althusser qui pose l'idéologie comme illusion et allusion, l'analyse thématique de contenu des discours permet de mettre au jour la part imaginaire ou déformée des conditions d'existence et d'engagement réelle des étudiant.e.s, puis dans un second temps d'analyser les dynamiques et les permanences idéologiques dans ces discours d'Etat.

Pour contacter Romarc Franck Quentin De Mongaryas :

quentindemongaryas@gmail.com (+241) 06 18 57 53

Pour contacter Orphée Martial Soumaho-Mavioga :

orpheusoum@gmail.com (+241) 06 79 22 24

Pour contacter Mesmin-Noël Soumaho :

mesmino@gmail.com (+241) 07 30 38 94

« Les jeunes qui partent en pirogue de Thiaroye : entre contraintes individuelles et aspirations familiales... »

Elsa RAMOS, Maître de conférences HDR, CERLIS-Université Paris Descartes 45 rue des Saints-Pères, 75006 PARIS, France

Cette communication s'appuiera sur une recherche par entretiens menée auprès de jeunes à Thiaroye au Sénégal qui vise à replacer les aspirations des jeunes dans une logique de relations familiales et intergénérationnelles. Posture pour le moins curieuse pour appréhender le processus d'individualisation de certains jeunes sénégalais, le titre de cette communication est pourtant « Les jeunes qui partent en pirogue de Thiaroye : entre contraintes individuelles et aspirations familiales ». Il s'agit de saisir comment les aspirations familiales interviennent comme contraintes et modèlent les aspirations personnelles. « Aspirer à » peut se décliner du désir d'avoir accès à une certaine consommation à celle de posséder « des étages ». L'ambiguïté de la définition d'« aspirer à » est qu'elle peut également relever d'un faire-valoir de prétentions, et dans le faire-valoir se joue la contrainte. La question est donc celles de l'articulation des aspirations familiales et individuelles du jeune. Elle est en prise avec le discours de Bouba, jeune rencontré à Thiaroye, candidat au départ au moment de l'entretien et aujourd'hui quelque part en Espagne : « *Tu peux avoir rien du tout parce que quand tu gagnes, tu dépenses toute ta life. Avec ça, tu peux rien réaliser, tu peux pas avoir ton propre business parce que quand tu travailles, quand tu reviens à la maison, tu le donnes, tes frères, tes sœurs...* » Dépenser sa life renvoie au moins à deux registres, au registre financier mais aussi à celui d'une certaine *existence à soi* pour faire écho au *lieu à soi* de Virginia Woolf. Dans un contexte où l'individualisme demeure une anti-valeur (Calvès, Marcoux, 2007), il s'agit de « zoomer » sur une situation particulière pour comprendre comment se reconfigurent les liens entre générations ainsi que les identités et comment ces reconfigurations peuvent éclairer le processus d'individualisation des individus mais aussi des familles.

Bibliographie

Calvès, A. & Marcoux, R. (2007). Présentation : Les processus d'individualisation « à l'africaine ». *Sociologie et sociétés*, 39(2), 5–18.

Pour contacter Elsa Ramos :

elsa.ramos@free.fr, (+33) 6 62 35 45 31

« (Se) former à l'auto-emploi : démarche d'une résolution tirée d'un récent programme de professionnalisation des formations à l'UAC »

Hippolyte **Sessou**, Doctorant, Université d'Abomey-Calavi (Bénin).

La réorganisation du marché du savoir au plan international a entraîné dans les universités d'Afrique francophone, des réformes pédagogiques et institutionnelles au nombre desquelles figure la professionnalisation. L'Université d'Abomey-Calavi a récemment bénéficié d'un appui belge axé sur la professionnalisation des formations à cycle court (BAC+3) dans les facultés classiques. L'une des résolutions qu'il convient de tirer à la suite de cette expérience est le besoin de (re)définition du type de diplômé à former. Le tout professionnel se résout-il uniquement à la seule capacité à « vendre » les compétences demandées sur le marché du travail par le salariat classique ou à promouvoir surtout les potentialités individuelles valorisables par l'auto-emploi ?

Cette communication vise donc à montrer la démarche d'analyse empruntée pour parvenir à l'esquisse du profil professionnel « second » des diplômés du premier cycle qui convient au contexte socioculturel et au modèle économique du Bénin : le praticien réflexif. Un travail d'accompagnement à l'insertion professionnelle au profit de 394 jeunes finissants de dix (10) licences professionnelles sur une période de cinq (05) ans a permis de conclure à deux éléments importants dans l'analyse des finalités de la professionnalisation :

1. la professionnalisation qui vise à augmenter le développement des compétences pratiques et l'employabilité et ne garantit pas l'insertion professionnelle des diplômés. C'est une condition nécessaire, pas suffisante ;
2. l'austérité ambiante des conditions de travail, les besoins de développement personnel et contraintes matérielles du moment, obligent à former les jeunes apprenants universitaires à toutes les formes de valorisation de soi par le travail. L'auto-emploi n'est pas du reste.

Pour contacter Hippolyte Sessou :

sessou_hippolyte@yahoo.fr, (+229) 94.34.37.38

« Déceptions, frustrations et contestations chez les jeunes au Burkina Faso »

Zakaria **SORÉ**, Enseignant-Chercheur, Université Ouaga I Professeur Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou (Burkina Faso)

En octobre 2014, sous l'impulsion de la jeunesse, le Burkina Faso a connu une insurrection populaire, qui a abouti au renversement du régime de Blaise Compaoré, vieux de 27 ans. Dans le mouvement qui a conduit à l'insurrection d'octobre 2014, la jeunesse s'était mobilisée autour de mots d'ordre dénonçant « la cupidité aveuglante du clan présidentiel ». Avec la chute de Blaise Compaoré, une nouvelle ère politique s'est ouverte avec un espoir de changement et de renouvellement de la classe politique. C'est ainsi que la jeunesse s'est mobilisée pour faire échec au coup d'État de septembre 2015, qu'elle considérait tentative de restauration de la gouvernance du régime déchu.

La Transition installée en novembre 2014 organise des élections et installe un pouvoir démocratiquement élu. Celui-ci surfe sur une dialectique du changement, en insistant sur l'obligation de rupture, la réédition des comptes, la justice et la justice sociale. Pendant que le nouveau pouvoir cherche à s'installer, une nouvelle conscience politique commence à prendre forme. La vigilance citoyenne s'organise et les actions du pouvoir sont décryptées et soumises à la critique. Parallèlement, la fronde contestataire gagne du terrain. De façon quasi-permanente, des manifestations de rue sont recensées dans la capitale Ouagadougou et dans d'autres villes de province. Le pays connaît de nombreux mouvements d'humeur de travailleurs du privé et du public, des manifestations des OSC opposées à des décisions politiques et/ou judiciaires, des citoyens réclamant des investissements pour leur localité, etc.

Dans cette recherche, il est question de connaître les acteurs qui manifestent aujourd'hui, de faire un rapprochement entre leur perception de la gouvernance publique et leur disposition à la contestation. Quelles sont les logiques des manifestations continues au Burkina Faso ? Quels sont les sujets objets de manifestation ?

Pour répondre à ces questions, une démarche socio-anthropologique sera mobilisée. Elle consistera à faire des entretiens auprès des responsables des organisations de jeunesse qui ont participé qui continuent la veille citoyenne, en organisant et en participant à des mouvements contestataires. Une observation des justifications de manifestation et de mouvements contestataires prendra une place importante dans le travail. Des instruments écrits, audio et vidéo seront également mobilisés dans cette démarche.

Pour contacter Zakaria Soré :

sorefils@gmail.com, (+226) 78 84 05 23, (+226) 75 84 04 00

« Engagement des jeunes migrants agricoles dans le bassin cotonnier du Bénin : entre renonciation de la pauvreté et projet de construction d'une nouvelle destinée sociale »

Boni Florent **TASSO**, Docteur, Laboratoire d'Anthropologie Appliquée et d'Education au Développement Durable (LAAEDD), Université d'Abomey-Calavi, Bénin

L'intensification de la production cotonnière au Bénin, troisième producteur de coton après le Burkina Faso et le Mali, constitue un enjeu migratoire, notamment dans la région septentrionale du pays. Cette communication tente d'analyser l'engagement des jeunes migrants agricoles dans le bassin cotonnier du Bénin comme une stratégie de renonciation de la pauvreté et un projet de construction d'une nouvelle destinée sociale des jeunes.

La démarche méthodologique adoptée est résolument descriptive et analytique. Elle s'appuie sur un échantillon raisonné sélectionné à partir de la méthode des itinéraires et principalement composé de jeunes migrants et de chefs d'exploitation agricole. Les données qui ont servi de base d'analyse sont issues d'enquêtes de terrain réalisées dans quatre localités agricoles à savoir Banikoara, Kandi, N'Dali et Bembèrèkè. Elles ont été recueillies à partir d'entretiens individuels approfondis et d'observations directes. L'analyse de contenu des discours a permis le traitement des données de terrain.

La triangulation des données empiriques révèle que les systèmes d'exploitation agricole des départements de l'Alibori et du Borgou au Bénin constituent une source d'attractivité pour de nombreux migrants agricoles provenant des pays frontaliers (Burkina Faso et Togo), mais aussi et surtout des départements de l'Atacora et de la Donga. La précarité des conditions de vie dans leurs territoires d'origine (appauvrissement des terres, aléas des changements climatiques, insuffisance d'opportunités d'emploi) constitue un facteur déterminant de la migration des jeunes dont l'engagement dans les exploitations de coton apparaît comme une opportunité pour redonner un sens à leur vie.

Pour contacter Boni Florent Tasso :

tassoflorent@gmail.com, (+229) 96562003

« La jeunesse en conflit avec la loi à travers la cybercriminalité : construction de l'identité gay-men au Bénin »

Marius **VIGNIGBÉ**, Enseignant-chercheur, Laboratoire de recherches en santé, mobilités et Organisations sociales (LASMO), Département de sociologie-anthropologie (DSA), Faculté des sciences humaines et sociales (FASHS), Université d'Abomey-Calavi, Bénin

En Afrique de l'ouest, le développement des TIC se révèle de plus en plus par des actes délictueux transfrontaliers, perpétrés au moyen de la télématique et connue au Bénin sous le nom de gay-men (Tingbe, Dossouhouan et Togbe, 2014). La cybercriminalité juvénile, pour ainsi dire, discrète et marginale au début des années 2000 (Interpol et Trend Micro, 2016), prospère de nos jours au grand dam de l'intégrité des personnes physiques et morales ainsi que de la sûreté des Etats (Chawki, 2006), qui plus est à l'ère de l'économie numérique. Au Bénin, l'opération de répression déclenchée en 2018 (dénommée Rambo) a conduit à l'interpellation de 456 cybercriminels (source judiciaire) puis a permis de situer l'opinion publique sur le modus operandi des gay-men de même que leur profil sociologique. En dépit de cette lutte, le phénomène de gaymen évolue inéluctablement et leurs auteurs mettent à rude épreuve les dispositifs de veille.

A travers cette communication, nous voulons montrer que le gay-men constitue une catégorie sociale révélatrice d'une jeunesse à la marge qui, conjointement à celle qui "part" ou innove voire bouleverse l'ordre établi, ne s'engage pas moins dans des trajectoires d'émergence sur fond de renonciation à leur destinée sociale. Cette jeunesse "dévoyée" véhicule néanmoins une alternative à un "malaise" social par rapport auquel les outils juridiques de répression s'affirment du reste inefficaces, au regard des identités qu'assument les gay-men selon les contraintes de la situation en présence.

Pour ce faire, l'approche méthodologique adoptée est compréhensive (Jankowski, 1991). Le phénomène sera débattu à travers les itinéraires biographiques des gay-men (l'adhésion, les interactions entre membres et les autres groupes sociaux, les compétences et ressources requises, la signification d'être gay-men, etc.), à la lumière de la théorie de la représentation de soi et des autres de Goffman (1973, 1974).

Pour contacter Marius Vignigbé :

marvig03@yahoo.fr, (+229) 66 22 85 12

« Jeunes migrants camerounais : entre l’impasse de l’insertion socio-professionnelle nationale et l’exutoire de l’ailleurs »

Nicolas Junior **YEBEGA NDJANA**, Enseignant-chercheur, Département de science politique, Faculté des sciences juridiques et politiques, Université de Douala (Cameroun)

Février 2008, les principales villes camerounaises brûlent, les rues envahies par des hordes de jeunes désœuvrés et s’estimant sacrifiés. Le temps est passé et la même plainte revient. Dans son numéro 2814 du 14 décembre 2014, l’hebdomadaire international *Jeune Afrique* titrait : « Cameroun, le péril jeune » et plus récemment, dans son numéro 114 du 23 novembre 2017, le bihebdomadaire camerounais « *L’essentiel* », titrait : « Esclavage moderne en Lybie, le Cameroun rapatrie ses enfants ». Ces deux actualités semblent n’avoir aucun lien entre elles. Mais en réalité elles sont intimement liées : l’une (la seconde) étant la conséquence de l’autre (la première). Il s’agit de la misère, du désespoir des jeunes d’un côté, qui engendre la recherche d’un mieux-être ailleurs. Le labyrinthe obscur d’une vie sans espoir d’intégration socio-professionnelle et d’une « société bloquée » (Michel Crozier, 1970) est pointé du doigt comme étant à l’origine de la grande saignée migratoire des jeunes Camerounais en partance vers des « eldorados occidentaux ».

Jeune Afrique fait valoir des chiffres qui circulent, peut-être peu fiables, mais que personne (pas mêmes les autorités) ne songerait à les remettre en question. « À Douala, 80 % des dizaines de milliers de conducteurs de mototaxis auraient au moins le bac. Le niveau de sous-emploi des diplômés y atteindrait 75 % ». Le journal cite un ministre camerounais qui a réclamé l’anonymat, qui admet que « le chômage concerne 60 à 70 % de la population et reconnaît qu’il touche principalement les jeunes diplômés, qui ont fait des études mais ne trouvent pas de travail ». Ces jeunes veulent travailler et nourrir leur famille, mais à force d’échecs successifs dans leurs recherches d’emploi, ils se retrouvent vendeurs à la sauvette dans les rues. « Sans avenir » malgré leurs diplômes, les jeunes Camerounais se disent prêts et n’hésitent plus à tenter l’aventure de l’immigration clandestine. Le rêve (de s’en sortir au Cameroun) s’est éteint. « Je pensais qu’à mon âge, je serais en train de travailler, mais les choses vont de mal en pis », explique Pascal, un jeune rencontré à L’Avenue Kennedy à Yaoundé. Il poursuit : « la plupart des jeunes que vous apercevez en face sont prêts à partir. Toutes les semaines, il y en a qui partent en Europe dans la clandestinité, nous sommes une génération sacrifiée ».

Dans notre communication, après une immersion dans le quotidien des jeunes camerounais candidats au départ et prêts au sacrifice ultime à travers les déserts et mers pour survivre, nous interrogerons les politiques sociales de l’État camerounais en direction de sa jeunesse en général, et les mesures des politiques publiques existantes en vue de la gestion de l’émigration des jeunes en particulier.

Pour contacter Nicolas Junior Yebega Ndjana :

njyn03@yahoo.fr, (+237) 694 72 62 2, (+237) 675 11 71 48

Liste alphabétique des participants attendus

N°	Nom et Prénom des participants	Provenance	Résidents
1.	ABÉ Claude	Cameroun	
2.	AGOUNKPÉ François	Bénin	
3.	AHODEKON SESSOU C. Cyriaque	Bénin	
4.	AKINDES Francis	Côte d'Ivoire	
5.	ALIHONOU K. Odette	Bénin	
6.	AMALAMAN Djedou Martin	Côte d'Ivoire	
7.	AMOUGOU Gérard	Cameroun	
8.	ASSOUMA Kassim	Bénin	
9.	AVOHOUÉMÉ TOGBÉ Béranger	Bénin	
10.	BENON MONRA Abdoulaye	Bénin	
11.	DESSAJAN Séverine	France	
12.	DIMÉ Mamadou	Sénégal	
13.	DIOP Aduayi Rosalie	Sénégal	
14.	DJAKPO Cyr Parmentier	Canada	
15.	GNAHOUI Léontine	Bénin	
16.	GUILLAUME Jean-François	Belgique	
17.	HOUNGNIHIN A. Roch	Bénin	
18.	HOUNTO-ADA Reine	Bénin	
19.	IMOROU Abou-Bakari	Bénin	
20.	KALLO I. Moustapha	France	
21.	MOBIDO KARIM Talata Souleymane	Bénin	
22.	MONGBO Lambert Roch	Bénin	
23.	MOUDIO-MOTTO Joël	Cameroun	
24.	MOUMOUNI Amadou	Bénin	
25.	MOUNPE-CHARE Idrissou	Cameroun	
26.	NIANG Ibrahima	Sénégal	
27.	OUASSA-KOUARO Monique	Bénin	
28.	OYANE-OSSAH Victorine	Cameroun	
29.	POLET François	Belgique	
30.	PONCELET Marc	Belgique	
31.	QUENTIN DE MONGARYAS Romaric Franck	Gabon	
32.	RAMOS Elsa	France	
33.	RISSE David	Canada	
34.	SESSOU Hippolyte	Bénin	
35.	SORÉ Zakaria	Burkina Faso	
36.	SOUMAHO Mesmin-Noël	Gabon	
37.	SOUMAHO MAVIOGA Orphée Martial	Gabon	
38.	TASSO Boni Florent	Bénin	
39.	TCHOROUÉ N. Olive	Bénin	
40.	VIGNIBÉ Marius	Bénin	
41.	YEBEGA NDJANA Nicolas Junior	Cameroun	

COMITE LOCAL D'ORGANISATION

Coordination

Roch L. MONGBO, Professeur, Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN-Bénin), Laboratoire d'Analyse des Dynamiques Sociales et des Etudes du Développement, Université d'Abomey Calavi (Bénin)

Membres

Cyriaque AHODEKON, Professeur, Institut National de la Jeunesse, de l'Education Physique et Sport (INJEPS), Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

Jean-François GUILLAUME, Professeur, Faculté des Sciences Sociales, Université de Liège (Belgique), Coordinateur du Comité de Recherche 28 Sociologie de la Jeunesse.

Roch A. HOUNGNIHIN, Maître de conférences, Anthropologie de la santé, Université d'Abomey Calavi (Bénin)

Abou-Bakari IMOROU, Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi, Coordonnateur de la Formation Doctorale Sociologie Anthropologie, Chercheur au LASMO et au LASDEL (Bénin)

Monique KOUARO-OUASSA, Maître de conférences, Département de Sociologie-Anthropologie, Université d'Abomey Calavi (Bénin)

Hippolyte SESSOU, Assistant, CPUAQ, Université d'Abomey Calavi (Bénin)

Lieu du Colloque

Centre Anouarite, Calavi (Bénin)

